



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL d'autorisation environnementale du 02 JAN. 2024**

relatif à l'augmentation des capacités de fabrication d'emballages industriels en matières plastiques de son site comportant deux usines à Wissembourg (U1 et U2) et de reconditionnement d'emballages pour l'usine U1 situées route de l'industrie à WISSEMBOURG et exploitée par WERIT

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181 et suivants, L. 512-1 et suivants, R. 181-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- VU** les récépissés de déclaration n° 10752 du 24 septembre 1973, n°12011 du 12 septembre 1978, n°10439 du 29 janvier 1973 ;
- VU** la demande présentée le 23 juin 2022 par la société SAS WERIT dont le siège social est situé 7 rue de l'industrie à Wissembourg, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication d'emballages en matières plastiques d'une capacité maximale de 78 tonnes/j sur deux unités de productions situés au 7 et 52a rue de l'industrie à Wissembourg et une unité de reconditionnement ;
- VU** le dossier déposé à l'appui de sa demande et les deux compléments transmis au cours de la procédure réceptionnés les 27 octobre 2022 et 27 janvier 2023 concernant des précisions sur les demandes de dérogations et la sécurité incendie ;
- VU** la note de positionnement de l'exploitant vis-à-vis des rubriques IED et du stockage des IBC souillés a été réalisée transmise à l'inspection le 06 novembre 2023 ;
- VU** la décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement du 11 mars 2022 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2022 portant ouverture de l'enquête publique du 10 janvier 2023 au 25 janvier 2023 ;
- VU** le registre d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur ;
- VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Oberhoffen-lès-Wissembourg et Steinseltz ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- VU** la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant en date du 25 juillet 2023 et vu les observations du pétitionnaire en date du 04 septembre 2023 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 16 novembre 2023 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Bas-Rhin du 07 décembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet n'est pas soumis à l'évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que le projet ne relève pas de la directive IED au titre des rubriques 3510 et 3550 ;

**CONSIDÉRANT** que la défense incendie est suffisante ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les échanges avec l'exploitant ont conduit à réduire le nombre d'aménagements demandés dans le cadre du projet initial ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en conformité, notamment des rejets en eaux, correspond à des travaux lourds, que l'exploitant a sollicité un délai de trois ans pour finaliser cette mise en conformité et qu'elle doit être encadrée ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **TITRE I - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

WERIT SAS, ci-après dénommé l'exploitant, (SIRET 402 658 868 00011), dont le siège social est situé au 7 rue de l'Industrie à WISSEMBOURG (67162) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de WISSEMBOURG, au 7 rue de l'Industrie ci-après dénommé U1 (coordonnées Lambert 93 X=1062103 et Y=6892134) et au 52a rue de l'Industrie ci-après dénommé U2 (coordonnées Lambert 93 X=1062476 et Y=6891875), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

<b>Commune</b>	<b>Adresse</b>	<b>Parcelles</b>	<b>Dénomination</b>
WISSEMBOURG	7 rue de l'Industrie	1907, 1909, 1911, 1913, 1917, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 2000 et 2012	U1
WISSEMBOURG	52a rue de l'Industrie	284, 285, 2067, 2078, 2162, 2164 à 2174, 2181, 2183, 2185, 2187, 2190, 2191, 2193, 2195, 2197, 2199 et 2201	U2

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est égale à 19 390 m<sup>2</sup> pour U1 et 22 400 m<sup>2</sup> pour U2.

Les parcelles sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté (ANNEXE 1).

### 1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

### 1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous :

- Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 23 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2795 ;
- Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées soumises à déclaration (rubrique 1532.3) ;
- Arrêté du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;
- Arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;
- Arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791

(installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782).

## 1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Quantité autorisée	Régime (*)
2661-1a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	Fabrication de cuves en polyéthylène haute densité par extrusion/soufflage et de palettes par injection, capacité maximale de 78 t/j sur l'ensemble du site, scindé en 2 entités : U1 : 30 t/j U2 : 48 t/j	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	U1 : Regroupement de contenants souillés par des déchets dangereux en attente de traitement, quantité maximale de 50 tonnes. U2 n'est pas concernée par cette rubrique.	A
2661-2.a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 20 t/.	La capacité de production totale est de 65 t/j : U1 : 30 t/j, U2 : 35 t/j.	E
2662-1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> .	Le volume total est de 1 406 m <sup>3</sup> : U1 : 404 m <sup>3</sup> , U2 : 1002 m <sup>3</sup> .	E
2663-2.a	Pneumatiques et produits, dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le	Le volume total est de 11 550 m <sup>3</sup> : U1 : 4700 m <sup>3</sup> , U2 : 6 850 m <sup>3</sup> .	E

	volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 10 000 m <sup>3</sup> .		
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	Le volume total est de 1 600 m <sup>3</sup> : U1 seulement	E
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971  La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10t/j	9 tonnes/jours	DC
2795	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 2. Inférieure à 20 m <sup>3</sup> /j.	Volume maximal mis en œuvre : 19 m <sup>3</sup> /j U1 seulement	DC
1532-2.b	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b). Supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup>	Le volume total est de 1 550 m <sup>3</sup> : U1 : 50 m <sup>3</sup> , U2 : 1 500 m <sup>3</sup>	D
1185-2.b	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg	La quantité totale s'élève à 614 kg U1 : 102 kg R410a, 40 kg, 2 circuits R.22, 22kg, 1 circuit  U2 : 514 kg R134a, 28 kg, 2 circuits R134a, 64 kg, 2 circuits R404a, 65 kg, 2 circuits R407C, 20 kg, 5 circuits R407C, 20 kg, 5 circuits	D

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

**Définition IBC :** IBC est un sigle anglais signifiant intermediate bulk container, qui se traduit en français

par GRV (grand récipient pour vrac d'environ 1m<sup>3</sup>). L'IBC est un conteneur généralement constitué d'un emballage souple ou rigide en polymère positionné dans une cage métallique.

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature et Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Les rejets d'eaux pluviales seront interceptés par le site actuel à hauteur de : 1,65 ha pour U1, 1,84 ha pour U2.	D

(\*) A (autorisation), E (enregistrement) ou D (Déclaration)

### 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques (notamment l'étude de danger) contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

### 1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

#### 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : *usage industriel*.

La cessation d'activité se fait conformément à l'article R.512-39 et suivants du code l'environnement.

### 1.5 Garanties financières

#### 1.5.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : 2716 et 2718.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 106 914 € TTC.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie à l'article 1.2 du présent arrêté.

Les quantités maximales autorisées de déchets présentes sur le site sont :  
126 tonnes de déchets dangereux (résidus + contenants) dont 36 tonnes de déchets dangereux ultimes liquides ;  
100 tonnes de déchets non dangereux.

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01 ;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

### 1.5.2 Établissement des garanties financières

Avant le 31 décembre 2023 dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

### 1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## TITRE II - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

### 2.1 Limitation des rejets

2.1.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés - Émissions canalisées

Les rejets issus des installations de dépoussiérage (une pour U1 et une pour U2) doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux indiquées à l'article 50 de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

#### 2.1.2 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que les usines U1 et U2 ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

## 2.2 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

### 2.2.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance du rejet des dépoussiéreurs des sites U1 et U2 à fréquence annuelle pour le paramètre poussières :

- si le flux horaire est inférieur ou égale à 1 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.
- si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 40 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

### 2.2.2 Surveillance des émissions atmosphériques diffuses

Dans la première année d'exploitation, l'exploitant réalise une campagne de mesure des émissions diffuses autour des extrudeuses lorsque les charges de celles-ci sont à leur capacité maximale et remet un rapport à l'inspection. Les familles de composés étudiés sont les suivants : Formaldéhydes, Acides acétique, acides formiques, COVNM, cétones. Les résultats de la campagne sont comparés à ceux avancés dans le dossier de demande d'autorisation, notamment en page 107 de l'étude d'incidence et à l'étude des risques sanitaires. Le flux de formaldéhyde est notamment évalué au regard d'un flux canalisé si la machine était capotée et les émissions canalisées. L'exploitant propose une surveillance de ces émissions à une fréquence périodique adaptée comme le prévoit l'annexe III de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## TITRE III - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

#### 3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau process pour les besoins des activités autorisées notamment de lavage (site U1 seulement), non liés à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours ou à l'usage sanitaire, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal	Prélèvement maximal
	Journalier(m <sup>3</sup> /j)	Annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'eau - U1	19	4200

Les autres activités, notamment celles de l'usine U2, ne consomment pas d'eau pour le besoin du process.

### 3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

#### 3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc.



Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective
Pt N°1 - Usine U1	X = 1062125 m Y = 6892251 m	Eaux pluviales	Milieu naturel (fossé) puis réseau eaux pluviales de la zone d'activité	Station d'épuration urbaine de Wissembourg et infiltration dans le fossé
Pt N°2 - Usine U2	X = 1062434 m Y = 6891894 m	Eaux pluviales	Réseau eaux pluviales de la zone d'activité	Station d'épuration urbaine de Wissembourg
Pt N°3 - Usine U2	X = 1062550 m Y = 6891816 m	Eaux pluviales	Réseau eaux pluviales de la zone d'activité	Station d'épuration urbaine de Wissembourg

Pour le site U1, le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel (fossé) est de 5 l/s/ha.

### 3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides du site U1 sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

L'exploitant met en place des vannes de fermeture des réseaux d'eaux pluviales pour ses deux usines. Les réseaux d'eaux pluviale sont de type séparatif et sont munis de séparateurs d'hydrocarbures qui sont curés annuellement.

### 3.2.3 Mise en conformité du réseaux des eaux pluviales

Sous trois mois, l'exploitant transmet un échéancier des travaux ainsi qu'une proposition de mesures compensatoires dans l'attente de leur réalisation. L'exploitant réalise les travaux selon cet échéancier dans un délai n'excédant pas trois ans, et transmet un bilan annuel de l'avancée des travaux.

Les travaux prévus sont notamment :

- Site U1 :
  - création d'un réseau pour la collecte des eaux usées sanitaires de l'usine et des bureaux de manière à ce que ce réseau soit séparatif des eaux process ;

- déconnexion des eaux usées du réseau d'eaux pluviales et raccordement sur le nouveau réseau d'eaux usées ;
- raccordement au réseau unitaire public de la rue de l'Industrie à l'aide d'une station de pompage ;
- la création d'une rétention pour la gestion des eaux pluviales du site dimensionnée pour une pluie décennale ;
- la limitation du débit de rejet des eaux pluviales vers le fossé à 5 l/s/ha ;
- le prétraitement des eaux pluviales à l'aide d'un décanteur particulaire ;
- la mise en place d'un dispositif d'isolement du réseau privé par rapport au fossé (vanne, ballon obturateur...).

La sortie du réseau d'eau pluviale se fait sur quelques mètres dans un fossé qui rejoint le réseau d'assainissement de la ville passant sous les terrains appartenant au voisin Etesia. Une partie des eaux est donc dirigé vers la station d'épuration, l'autre est infiltrée dans le sol. A terme, le réseau d'eaux pluviales du site U1 est relié de manière étanche au réseau d'assainissement.

- Site U2 :
  - imperméabilisation des bassins ;
  - mise en place des dispositifs d'isolement des réseaux privés par rapport au réseau public (vanne, ballon obturateur...).

### 3.3 Limitation des rejets

#### 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux usées industrielles sont traitées comme des déchets et ne sont pas rejetées dans les réseaux.

Les eaux pluviales respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1 et 2 - eaux pluviales

Paramètre	Rejet n° 1, 2 et 3
	Concentration maximale (mg/l)
MES	35
Hydrocarbures	10
DBO5	30
DCO	125

#### 3.3.2 organes de protection

Les réseaux sont munis d'un séparateur d'hydrocarbures ou décanteur particulaire. Ils sont curés régulièrement pour permettre de garantir les valeurs limites d'émissions précisés au paragraphe précédent.

### 3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

#### 3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les canalisations de prélèvement en eaux alimentant l'unité de lavage des IBC sont munies d'un

dispositif totalisateur. L'exploitant effectue un relevé mensuel des volumes prélevés, les consignes et établit un bilan annuel.

#### **3.4.2 Contrôle des rejets**

L'exploitant réalise un contrôle annuel sur chacun de ses points de rejets.

#### **3.4.3 Contrôles de recalage (eau)**

Lorsque l'exploitant réalise par ses propres moyens les prélèvements et analyses imposés à l'article 3.3.1, il fait procéder à un contrôle de recalage une fois tous les deux ans.

### **TITRE IV - AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION**

Non concerné.

### **TITRE V - PROTECTION DU CADRE DE VIE**

#### **5.1 Généralités**

##### **5.1.1 Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

##### **5.1.2 Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

#### **5.2 Limitation des niveaux de bruit**

##### **5.2.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 2	61 dB(A)	55 dB(A)
Point de mesure 3	68 dB(A)	55 dB(A)
Point de mesure 4	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 5	70 dB(A)	60 dB(A)

- Point 1 : en limite de propriété du site 1, à l'angle est, en direction de l'habitation la plus proche au Nord ;
- Point 2 : en limite de propriété du site 1, à l'angle sud-est, en direction de l'habitation la plus proche au Sud ;
- Point 3 : en limite de propriété du site 2, à l'angle nord-ouest, au niveau de l'entrée personnel et poids-lourds, en direction de l'habitation la plus proche à l'Est ;
- Point 4 : en limite de propriété du site 2, à l'angle sud-ouest, au niveau de la rampe d'accès poids-lourds ;
- Point 5 : en limite de propriété du site 2, au milieu de la limite de propriété est.

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée repris en annexe.

#### 5.2.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

#### 5.2.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les valeurs d'émergence admissibles ci-dessus s'appliquent aux points identifiés ci-dessous et repris sur le plan en annexe :

- Point A : habitation située à l'arrière du site 1 de production, première habitation au Nord du site ;
- Point B : habitation située dans la rue de l'industrie, entre les deux sites de production de Werit, ZER la plus proche pour les sites 1 et 2.

## 5.2.4 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## TITRE VI - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### 6.1 Conception des installations

#### 6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les dispositions constructives du site, en dérogation aux arrêtés ministériels, sont les suivantes :

- Usine 1 :
  - Hauteur du bâtiment environ 7 m, sauf zone production extrusion/soufflage d'une hauteur d'environ 14,2 m (810 m<sup>2</sup>) ;
  - Structure métallique R15 du bâtiment, façade métallique et translucide (plexiglas) en partie haute ;
  - Sol béton incombustible ;
  - Toiture métallique et laine minérale (sauf production) BROOF T3 ;
  - Murs en brique séparant les locaux ;
  - Présence d'isolants en toiture de type minéral (laine de verre ou roche) considérée A1 incombustible ;
  - Pour l'auvent situé à l'arrière de U1, afin d'éviter que les flux thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> ne dépassent des limites du site, un mur coupe-feu REI 120 est mis en place. Une solution alternative est le rachat de parcelle au-delà de la limite de propriété de surface suffisante pour y inclure les effets 8 kW/m<sup>2</sup>.
- Usine 2 :
  - Hauteur du bâtiment de production : 13,1 m ;
  - Structure en charpente métallique ;
  - Façades en béton cellulaire ;
  - Couverture bac acier avec isolant en laine de roche et étanchéité bicouche élastomère ;
  - Dallage en béton armé incombustible ;
  - Plancher intermédiaire pour bureaux et locaux sociaux en béton sur structure métallique ;
  - Local transformateur électrique CF 2 heures ;
  - Bureaux et locaux sociaux séparés du hall de production par une cloison coupe-feu 1 heure.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 6.1.2 Désenfumage

Le désenfumage et le cantonnement respectent, par dérogation aux arrêtés ministériels, les

dispositions suivantes :

- U1 :
  - Le bâtiment est divisé en 3 cantons : 805 m<sup>2</sup> (partie Nord extrusion/soufflage), 1 550 m<sup>2</sup> (moitié Sud) et 810 m<sup>2</sup> (partie Est) ;
  - Le désenfumage est réalisé par lanterneaux et autre système d'ouverture en toiture, avec déclenchement manuel.
- U2 :
  - Le bâtiment est divisé en 2 cantons : 1 512 m<sup>2</sup> pour l'aire de production, 1 800 m<sup>2</sup> pour l'aire de montage ;
  - Les exutoires de fumées avec une SUE correspondant à 1/100e de la surface du hall.

### 6.1.3 Organisation des stockages

Une distance de 5 mètres doit être maintenue entre les îlots de stockage et les limites du site.

Stockage des IBC à l'extérieur : Les espaces de stockage des IBC sont organisés sur les deux sites tels que définis dans l'étude de danger. Ils sont matérialisés au sol par des marquages.

Les espaces de stockage extérieurs des IBC sont divisés en grands îlots de stockage séparés par des allées de 5 mètres. Au sein de ces grands îlots, les stockages sont divisés en plus petits îlots d'un maximum 400 m<sup>2</sup> séparés par des allées de 2 mètres.

La hauteur maximale des îlots peut atteindre 5 mètres (4 niveaux d'IBC).

Stockage des IBC à l'intérieur des locaux U1 : les encours sont limités à la production journalière.

Stockage des IBC à l'intérieur des locaux U2 : les encours sont limités à la production journalière, c'est-à-dire stockés de manière temporaire à proximité de la production : poches, palettes et accessoires. La quantité maximale des encours et du stockage intermédiaire est de 500 m<sup>3</sup>, dont environ 400 m<sup>3</sup> de poches soit un maximum de 400 poches, stockées à plus de 1 m des éléments de structure.

Autres stockages à l'extérieur des locaux de U2 : le stockage de palette bois et le stockage de produits semi finis/finis ont une hauteur maximale de 3 mètres.

### 6.1.4 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification.

Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les équipements métalliques fixes seront mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique sera autorisé. Les appareils d'éclairage fixes seront éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Les gainages électriques et autres canalisations ne seront pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et seront convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

A proximité d'au moins une issue sera installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de

couper l'alimentation électrique générale du bâtiment.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils seront accolés ou à l'intérieur du bâtiment, seront situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du stockage par des parois et des portes résistantes au feu. Ces parois seront REI 120 et ces portes EI2 120.

#### 6.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Chaque usine est munie de voies engins stabilisées de minimum 6 mètres de large permettant l'accessibilité du site en cas d'incendie :

- U1 : 2 entrées depuis la rue de l'industrie existante, une troisième entrée telle que définie dans l'étude de danger est mise en service. Sous trois mois, l'exploitant transmet un échéancier des travaux. L'exploitant réalise les travaux selon cet échéancier dans un délai n'excédant pas trois années et transmet un bilan annuel de l'avancée des travaux ;
- U2 : 2 entrées depuis la rue de l'industrie existante.

Les voies engins sont libres de tout stockage ou stationnement de véhicule.

#### 6.1.6 Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

#### 6.1.7 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### 6.1.8 Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers et des compléments. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

### 6.2 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

#### 6.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :

- U1 - 600 m<sup>3</sup> d'eau disponibles :
  - réserve incendie d'un volume de 480 m<sup>3</sup> protégée contre le gel ;
  - 2 poteaux incendie situés sur le domaine public délivrant 60 m<sup>3</sup>/h chacun situés à moins de 150 m des bâtiments.
- U2 - 660 m<sup>3</sup> d'eau disponibles :
  - réserve incendie d'un volume de 540 m<sup>3</sup> protégée contre le gel ;
  - 2 poteaux incendie situés sur le domaine public délivrant 60 m<sup>3</sup>/h chacun situés à moins de 150 m des bâtiments.
- dans chacune de deux unités :
  - des extincteurs adaptés aux risques judicieusement répartis dans l'ensemble des bâtiments ;
  - des RIA répartis dans les halls de production et de stockage positionnés de telle sorte à

- pouvoir attaqué un incendie en deux points opposés ;
- d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme exploitable rapidement. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

## 6.2.2 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions

Les eaux incendies sont confinées comme suit :

Site U1 - Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est de 765 m<sup>3</sup> au total.

Site U2 - Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est plus élevé et s'élève à 844 m<sup>3</sup> au total.

Les rétentions et bassins sont étanches et munies de vanne de confinements.

Sous trois mois, l'exploitant transmet un échéancier des travaux. L'exploitant réalise les travaux selon cet échéancier dans un délai n'excédant pas trois années, prévoit des mesures compensatoires et transmet un bilan annuel de l'avancée des travaux.

## 6.3 Prévention des risques chimiques

### 6.3.1 Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier, les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

### 6.3.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

### 6.3.3 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)

L'exploitant tient à jour la liste des équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014. Il identifie les gaz ayant un potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500. Leur utilisation est conforme à l'article 13 du règlement n°517/2014.

Dès lors qu'une fuite est détectée sur le groupe fonctionnant au R.22, le groupe et le gaz sont traités comme déchet conformément à la réglementation en vigueur.

### 6.3.4 Rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaire.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.



### 6.3.5 Dispositif de confinement de pollution accidentelle

L'exploitant est muni d'un kit anti-pollution qui permet d'absorber les écoulements au niveau de l'aire de stockage des IBC souillés en attente de traitement et possède des systèmes mobiles permettant de confiner tout écoulement accidentel de produit liquide :

- mise en place d'un ballon obturateur en partie aval du réseau de collecte des eaux pluviales,
- pose de 2 plaques d'obturation souples au droit de regards.

### 6.4 Risque Foudre

L'exploitant met en œuvre les recommandations et conclusions de l'étude foudre comprenant l'Analyse du Risque Foudre (ARF), l'Etude Technique (ET) et la notice de vérification et de maintenance datant de février 2022 annexées à l'étude de danger.

Il met notamment en œuvre la protection de la zone de stockage des SILOS PEHD et les halls principaux.

### 6.5 Plan d'intervention

L'exploitant met en place un Plan d'Intervention et des fiches réflexes afin de définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

## TITRE VII - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### 7.1 Principes de gestion

#### 7.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - la préparation en vue de la réutilisation ;
  - le recyclage ;
  - toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### 7.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout

autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

#### 7.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

#### 7.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### 7.1.5 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux réceptionné ou expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs concernés est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### 7.1.6 Suivi des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

#### 7.1.7 Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets

dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

#### 7.1.8 Transit, regroupement, tri et reconditionnement des IBC souillés

##### Procédure d'information préalable :

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

##### Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- propriétés de danger du déchet ;
- analyse des PCB et PCT, au sens de l'article R. 543-17 du code de l'environnement, pour les huiles usagées.

##### Procédure d'admission :

Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable, en cours de validité ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site ;
- contrôle de l'intégrité de la poche ;
- vérifie l'état général de l'IBC en relation avec les critères d'acceptation définis dans le cahier des charges de collecte et dans les instructions de contrôle. Si le contenant présente un risque de fuite, il est immédiatement pris en charge pour éviter toute pollution (fermeture de vanne, mise en place de bouchon de vanne, mise en place de couvercle, mise en place de rétention pour un contenant percé) ;

Les IBC conformes sont ensuite stockés en extérieur.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, l'IBC est refusé. Une zone est prévue pour leur entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans la procédure de l'exploitant.

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.

À l'issue de la procédure d'admission, en cas de présence de résidus au fond de la poche, le produit est aspiré et stocké dans une cuve dédiée sur rétention adaptée et à l'abri des intempéries. L'IBC entre

ensuite dans le process de traitement qui prévoit selon le cas un lavage, un broyage et/ou un traitement par un organisme extérieur agréé de la poche.

#### 7.1.9 Lavage des déchets 15 01 10\* : "emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus"

L'activité de lavage des déchets respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2795.

## 7.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchet	Code déchet	Mode de stockage	Quantité annuelle générée (max)
Résiduels non dangereux	02 06 99	IBC	250T
Résiduels dangereux	16 07 09*	IBC	250T
Métaux	17 04 05	Bennes	150T
DIND	20 03 01	Bennes	50T
Huiles hydrauliques des fosses ou bâches des installations techniques	13 01 13*	IBC, fût étanche	40m <sup>3</sup>
Tubes néons	20 01 21*	Caisses	0,1T
Piles et accumulateurs usagés	20 01 33*	Caisses	0,5T
Informatique et électronique	20 01 35*	Caisses	0,5T
Boues des séparateurs hydrocarbures	13 05 02*	Séparateurs	5T

## TITRE VIII - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

### 8.1 Conditions particulières – délais d'application - échéancier

Les prescriptions des articles

- 3.2.3 Mise en conformité du réseau des eaux pluviales
- 6.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation
- 6.2.2 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions

sont applicables dans un délai de trois ans après transmission d'un échéancier des travaux (cf articles précités).

### 8.2 Demande d'aménagement

Les demandes d'aménagements suivantes sollicitées dans le dossier de demande d'autorisation sont refusées :

- chaufferie : absence de vanne d'arrêt de combustible à l'extérieur, absence d'alarme sonore et visuelle ;
- unité 1 : absence d'interrupteur d'urgence électrique ;
- unité 1 et 2 : absence de détection automatique ;
- cuve de fioul simple peau ou sans rétention.

### **8.3 Classement de l'établissement vis à vis de la directive IED**

L'exploitant met en place des mesures organisationnelles pour s'assurer :

- du non-dépassement de la capacité autorisée à la rubrique 2718-1 qui aurait pour conséquence de faire basculer le site sur la rubrique 3550, rubrique relevant de la directive IED ;
- du non-dépassement de la capacité des activités relevant de la rubrique 3510 notamment concernant le traitement physico-chimique (lavage des IBC souillés par des produits dangereux) et mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520.

## **TITRE IX - DISPOSITIONS FINALES**

### **9.1 Respect des prescriptions et de la réglementation**

La société WERIT SAS respecte les prescriptions du présent arrêté ainsi que les dispositions législatives et réglementaires applicables à ses installations situées sur les sites U1 et U2.

### **9.2 Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **9.3 Mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, il est procédé aux mesures de publicité suivantes :

- une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de la commune d'implantation du projet ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ;
- le présent arrêté est envoyé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### 9.4 Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

#### 9.5 Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société WERIT,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg ;
- au maire de Wissembourg, siège de la consultation ;
- aux communes ci-dessous, concernée(s) par l'affichage :
  - France : Oberhoffen-lès-Wissembourg, Riedseltz, Steinseltz,
  - Allemagne : Schweighofen et Schweigen-Rechtenbach.

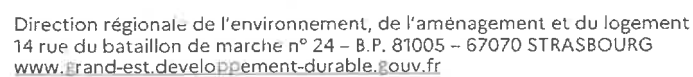
La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**

### Plan parcellaire de l'unité 1



This is a detailed cadastral map of the GALGENBERG, U2 area. The map shows numerous land parcels, each identified by a unique number. The parcels are arranged in a grid-like pattern, with some larger parcels at the top and smaller ones towards the bottom. The map includes several street names: 'Chemin rural de l'industrie' at the top left, 'Chemin rural' at the top right, and 'Chemin' at the bottom right. The area is bounded by 'GEISBERG' to the west and 'U2' in the center. The map also shows a scale bar at the bottom right, indicating distances of 0, 12.5, and 25 meters. The source of the map is cited as 'SOURCE : PLAN CADASTRAL INFORMATISE' and the date is 'NOVEMBRE 2020'.



## Annexe 2 :

### Localisation des points de mesures réglementaires

